



ACTION ÉTUDIANTE

BULLETIN #1 D'ÉTUDIANT-E-S SOCIALISTES UQAM, DÉCEMBRE 2015

ÉDITORIAL P.1
INTERNATIONAL P.2
LE COMITÉ P.2
CAMPAGNE 15PLUS P.2

-É.P.G.

Cet été, la direction de l'UQAM, aux suites des coupures en éducation, a fait l'annonce de la fermeture des six (6) bibliothèques pour la session d'automne 2015.

Le comité Étudiant-e-s Socialistes UQAM se prononce en faveur d'une réouverture immédiate des bibliothèques.

Cette coupe de service est une attaque directe à près de 43 000 étudiant-e-s, toutes facultés confondues. L'accès à un lieu de travail adéquat est capital. Pour réaliser ce que l'on attend de nous, étudiant-e-s (i.e. étudier, assurer un rendement académique, respecter les délais exigés par le corps enseignant, par exemple), l'institution doit nous fournir les outils nécessaires. La directrice générale du Service des bibliothèques de l'UQAM, Madame Lynda Gadoury, justifie cette décision en l'inscrivant dans un « ensemble de mesures mises en place pour faire face à la situation financière très exigeante qui touche toutes les unités et les services de l'institution »¹, ce que la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, précise en rappelant que Québec a coupé 20,7 millions de dollars cette année (Ibid).

MAINTIEN DES PRIVILÈGES POUR LA HAUTE DIRECTION

Le gouvernement coupe dans l'éducation et la direction de l'université doit revoir l'attribution de son budget. Son choix est clair : pendant que le recteur gagne plus de 186 000\$², l'attaque est en direction des services aux étudiant-e-s.

La direction défend ses intérêts au détriment de ceux des étudiant-e-s et l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'Éducation (ADEESE) le souligne dans son communiqué de presse du 28 août dernier, que la décision a, contrairement à la tradition cogestionnaire de l'UQAM, été prise de façon unilatérale. Avec une telle attitude, difficile d'imaginer la haute direction diminuer ses privilèges.

ATTAQUE À UN STATUT PRÉCAIRE

Être étudiant-e est, pour la plupart, un statut parmi d'autres et les horaires en viennent parfois à court-circuiter. L'ADEESE souligne le cas des stages en

milieu scolaire se déroulent en semaine. En ce sens, « plusieurs personnes en éducation ont besoin d'accéder à la bibliothèque de l'UQAM la fin de semaine afin d'utiliser le matériel didactique »³. Cette attaque vise également les parents-étudiant-e-s ainsi que les

travailleurs-étudiant-e-s qui sont à risque élever de n'avoir aucune disponibilité en semaine. Notons également qu'à l'UQAM, près d'un-étudiant-e sur cinq est inscrit-e au cycle supérieur. Ces derniers ont, pour la plupart, comme mandat de rédiger mémoire ou thèse, nécessitant des ressources spécialisées et une littérature souvent disponible que dans les bibliothèques universitaires. Considérant que ceux-ci sont souvent assistant-e-s d'enseignement, serait-il envisageable de leur fournir un espace adéquat à ceux et celles qui sont



POUR LA RÉOUVERTURE DES BIBLIOTHÈQUES DE L'UQAM LE DIMANCHE !

mandaté-e-s pour corriger les étudiant-e-s de 1er cycle ? La fermeture des bibliothèques n'est donc pas une attaque sur une minorité de personnes : elle concerne l'entièreté des étudiant-e-s.

FERMER LE DIMANCHE : UN CHOIX « MOINS DOMMAGEABLE »

Si les bibliothèques sont fermées le dimanche, c'est que le taux de prêts et de visites est plus faible cette journée-là. La logique de l'utilisateur-payeur est bien entrée dans nos universités, on ne peut plus en douter ! Peu importe le nombre d'étudiant-e-s présent-e-s aux bibliothèques le dimanche, ce droit ne peut leur être enlevé ! Mme Gadoury elle-même reconnaît qu'il y a dans cette mesure une diminution dans la qualité des services lorsqu'elle avance que ce choix est « le moins dommageable pour les étudiants et l'ensemble de la communauté »⁴.

Dans la logique d'amoindrissement de la direction de l'UQAM, il y a de fortes chances que la bibliothèque nationale soit apparue comme une potentielle solution. Cette option n'est pas une pour trois raisons principales. D'abord, le dimanche, peu importe le temps de l'année, la BANQ est bondée : les places intéressantes pour travailler sont prises d'assaut dès l'ouverture et la quantité de visiteurs, d'allées et de

retours ne favorisent pas la concentration. Ensuite, la littérature et les ressources offertes par les bibliothèques de l'UQAM sont adaptées aux domaines de recherche des étudiant-e-s et correspondent aux besoins académiques par un choix d'ouvrages académiques spécifiques. Or, la BANQ est de type grand public ce qui fait d'elle une fautive option. Finalement, la direction de l'UQAM ne peut utiliser une autre institution pour se soustraire de ses responsabilités : les bibliothèques font parties d'un service essentiel aux étudiant-e-s. Elle doit s'assurer de transmettre les outils, les ouvrages et le soutien nécessaire s'il tient à venter la qualité de ses diplômé-e-s!

ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES ET SYNDICATS : DÉFENDONS NOS DROITS !

L'accès aux bibliothèques tous les jours de la semaine est un droit que la haute direction ne peut nous retirer. Il s'agit d'une décision qui a – ou aura – un impact sur toute la communauté travailleuse

et étudiante de l'établissement. Étudiant-e-s Socialistes UQAM invite toutes les associations étudiantes, les syndicats des employé-e-s étudiant-e-s, des professeur-e-s, des chargé-e-s de cours et des employé-e-s de soutien à mener une campagne pour la réouverture des bibliothèques le dimanche. Ensemble, nous sommes en mesure de mobiliser massivement et de mener, réellement, une lutte commune.

¹ G.FERRARIS, Florence Sara (2015). Les bibliothèques de l'UQAM doivent rester ouvertes dit Québec. Le Devoir.[EN LIGNE] <http://www.ledevoir.com/societe/education/448736/les-bibliotheques-de-l-uqam-doivent-rester-ouvertes-dit-quebec>

² GIASSON, Benoit (2012). La rémunération des recteurs sème la controverse. ICI Radio-Canada.[EN LIGNE] <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/03/28/004-remuneration-recteurs-controverse.shtml>

³ Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'Éducation (ADEESE) L'ADEESE dénonce la fermeture des bibliothèques de l'UQAM le dimanche. [EN LIGNE] <http://www.adeese.org/2015/08/ladeese-denonce-la-fermeture-des-bibliotheques-de-luqam-le-dimanche/>

⁴ G.FERRARIS, Florence Sara. Ibid.

CONSULTEZ AUSSI NOTRE REVUE



Revue du comité Étudiant-e-s socialistes UQAM - esuqam.com - vol.2 #2 Printemps 2015 - 1 \$



LEÇONS DU PRINTEMPS 2015
ÉVITER LES PIÈGES CET AUTOMNE
page 5 et page 10

ESUQAM.COM

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT SUD-AFRICAIN CONTRE LA HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ

-N.B.

La lutte contre l'augmentation des droits de scolarité dans les universités sud-africaines en octobre dernier est un autre exemple du potentiel de combat des étudiants et étudiantes.

Le gouvernement sud-africain, supporté par les directions des universités, justifiait l'augmentation de 10% en affirmant que la hausse était nécessaire pour garantir la qualité de l'enseignement. Cette rhétorique cache mal l'objectif du gouvernement qui est de renverser le fardeau du financement sur les classes moyennes et populaires au lieu de faire payer les grandes entreprises et le 1%.

LES ÉTUDIANT-E-S : UNE POPULATION EXTRÊMEMENT PRÉCAIRE

La colère devant la décision gouvernementale est d'autant plus compréhensible quand on connaît les conditions de vie de la population. En Afrique du Sud, seul 5% des familles peuvent payer les frais de scolarité de leurs enfants.

De plus, les frais d'inscription ont doublé depuis 15 ans pour passer, aujourd'hui entre 1950 et 3800 euros. Ce montant ne prend pas en compte les frais associés au logement, à l'alimentation, etc. Cette charge est extrêmement lourde, surtout en tenant compte des inégalités socio-économiques graves et du revenu mensuel moyen d'environ 600\$.

Le coût des droits de scolarité est lié au désengagement de l'État vis-à-vis des classes laborieuses, qui n'accorde que 0,8% de son budget à l'enseignement supérieur. Bien peu pour le pays le plus riche d'Afrique.

« FEES MUST FALL »

Le mot d'ordre est lancé par les étudiants et étudiantes qui lèvent les cours dans plusieurs universités d'envergure pendant 17 jours. La principale centrale syndicale étudiante, la *South African Student Congress*, rejette la



hausse voulue par le gouvernement et lui oppose la gratuité scolaire. Les étudiants et étudiantes bénéficient aussi du support concret des travailleurs et travailleuses de soutien des universités, qui se sont joint à la contestation et qui revendiquent l'arrêt de la privatisation.

La grogne monte rapidement et de violents heurts surviennent le 21 octobre avec les forces de l'ordre devant le parlement. Cette situation témoigne de la gravité de la situation des étudiants et étudiantes, ainsi que de la montée en force du mouvement.

Le gouvernement tenta de calmer le jeu en proposant une augmentation de 6% au lieu de 10%. L'offre fut refusée par la centrale et les étudiant-es et le lendemain le gouvernement capitula.

Le recul du gouvernement sur l'enjeu est total et la contestation aura même permis de mettre à l'ordre du jour les revendications du mouvement. Le chef de l'État déclarant même le 23 octobre : « Les discussions se poursuivront sur d'autres problèmes soulevés comme l'éducation gratuite, l'indépendance des universités et le racisme ».

CONCLUSION

Cette nouvelle génération, qui n'a pas connu l'apartheid tombé en 1991, est beaucoup plus critique vis-à-vis du pouvoir en place et des partis traditionnels. L'ANC, l'ancien parti de Nelson Mandela, a accepté le cadre néolibéral et constitue désormais un obstacle. Cette génération représente les grévistes en herbes qui ont fait reculer le gouvernement. Le comble pour le gouvernement : ils revendiquent désormais la gratuité scolaire !

Il s'agit partout de la même dynamique et l'on peut faire d'innombrables parallèles entre cette victoire en Afrique du Sud et le printemps « érable ». Ici le gouvernement refuse de taxer les minières et subventionne plutôt les grandes entreprises (Bombardier dernièrement).

Ces exemples montrent qu'un mouvement organisé et combatif, ralliant sa base et ayant des appuis concrets dans la population, est capable d'ébranler le pouvoir en place. Avec l'exemple des étudiants et étudiantes d'Afrique du Sud, on voit aujourd'hui qu'il est possible (et nécessaire) de revendiquer la gratuité scolaire ici.

LE COMITÉ ÉTUDIANT-E-S SOCIALISTES UQAM

Le comité Étudiant-es socialistes UQAM est une organisation démocratique gérée par des étudiants et des étudiantes qui se battent pour une société socialiste. Le comité a pour but de diffuser le discours socialiste et de militer pour défendre les intérêts des jeunes et des travailleur-euses.

La variété de nos activités fait d'ES UQAM le comité le plus dynamique du genre au Québec. Nous travaillons sur plusieurs projets dont la publication d'une revue, *Réflexions socialistes*, et de brochures, l'organisation de conférences, la réalisation de murales hommages aux figures socialistes marquantes de Montréal, la vente de livres usagés et l'organisation d'actions politiques.

La collaboration des étudiant-es et des non étudiant-es est indispensable à la vie du comité. C'est pourquoi nous vous invitons à vous impliquer dans nos projets ou à apporter vos idées.

Pour plus d'information, nous vous invitons à suivre notre page Facebook/Twitter et notre site web esuqam.com. Pour toute question vous pouvez nous rencontrer à notre local au DS-3217 et nous contacter à info@esuqam.com.

CAMPAGNE 15PLUS

Étudiant-es socialistes UQAM endosse officiellement la campagne 15plus.org. Cette campagne a pour objectifs d'augmenter le salaire minimum à 15\$/h comme première étape pour l'indexation des salaires au coût de la vie pour tous. Il s'agit du plus grand mouvement pour l'amélioration des conditions de vie de millions de travailleurs-euses en Amérique du Nord depuis des décennies. Plusieurs campagnes pour l'augmentation du salaire minimum ont réussi aux États-Unis à faire augmenter le salaire minimum dans des villes ou États. Enjoignons le pas et mobilisons-nous!

Aidez-nous à faire vivre la campagne 15+!
Contribuez à améliorer vos conditions de vie!

15PLUS.ORG
INFO@15PLUS.ORG

